

COMBATTRE LE RACISME ET LE DISCOURS HAINEUX CONSTRUCTION D'UNE SOCIÉTÉ ANTIRACISTE

BOÎTE À OUTILS POUR L'ÉGALITÉ POLITIQUES MUNICIPALES CONTRE LE RACISME



Coalition internationale
des villes inclusives et
durables – ICCAR



Cofinancé par
l'Union européenne.

Pourquoi est-ce
nécessaire ?

Fondements

Mise en pratique

Suivi

BOÎTE À OUTILS POUR L'ÉGALITÉ

POLITIQUES MUNICIPALES CONTRE LE RACISME

COMBATTRE LE RACISME ET LE DISCOURS HAINEUX

CONSTRUCTION D'UNE SOCIÉTÉ ANTIRACISTE

LA VILLE DEVIENT ACTIVE DANS SA FONCTION DE

- **institution démocratique**
- organisme de réglementation
- employeur
- prestataire de service
- entrepreneur

PLAN D'ACTION ECCAR EN 10 POINTS

1. **Le renforcement de la vigilance contre le racisme**
2. Évaluer le racisme et la discrimination et observer les politiques municipales
3. Un meilleur soutien aux victimes du racisme et de la discrimination
4. Une meilleure information et participation des habitants
5. La ville comme promoteur actif de procédures équitables
6. La ville comme promoteur du programme d'égalité en matière d'emploi et de service
7. Accès équitable au logement
8. Œuvrer contre le racisme et la discrimination par le biais de l'éducation
9. Promouvoir la diversité culturelle
10. Prévention contre les actes de racisme et les délits de diffamation raciale et gérer les conflits

Le projet a été coordonné par l'ETC Graz et mis en œuvre avec les partenaires suivants :

L'Université de Stockholm – SU (Suède)

L'Université de Padoue – Centre des Droits Humains – HRC Padova (Italie)

Le Centre de droit constitutionnel européen – CECL (Grèce)

La Fondation Otherness – NEKI (Hongrie)

Cidalia (Espagne)

La Coalition Européenne des Villes Contre le Racisme (ECCAR e.V.)

L'UNESCO en tant que membre de l'ICCAR

Rédacteurs: Isabella Meier, Ingrid Nicoletti, Klaus Starl, Paul Lappalainen

Parution 2 février 2017, Graz – Stockholm - Potsdam

La Boîte à Outils pour l'Égalité est réalisée avec le soutien de la Commission européenne, l'UNESCO, la Coalition Européenne des Villes contre le Racisme (ECCAR), Open Society Foundations - At Home in Europe, l'ETC Graz et les Villes de Berne, Bologne, Esch-sur-Alzette, Gand, Graz, Potsdam, Rotterdam, Vienne et Zurich.



Nous remercions en particulier la Ville d'Esch-sur-Alzette pour la traduction française de la Boîte à Outils.

Cette publication a été produite avec le soutien financier du programme « Droits, égalité et citoyenneté » de l'Union européenne (ADPOLIS JUST/2014/RDIS/AG/DISC/8084). Les contenus de cette publication sont la seule responsabilité de l'ETC Graz et de ses partenaires et ne peuvent en aucun cas être considérés comme reflétant les opinions de la Commission européenne.

INTRODUCTION

La Boîte à Outils pour l'Égalité est un manuel de soutien pour les villes dans l'implémentation de politiques locales visant à empêcher avec succès le racisme ou la discrimination raciale ou à agir contre les formes existantes. La Boîte à Outils propose des instructions en étapes, basées sur l'expérience, pour implémenter des politiques concrètes de la conceptualisation jusqu'à la mesure de leur impact. Tout le contenu se base sur l'expertise partagée de représentants municipaux expérimentés, d'acteurs de la société civile et de représentants du groupe cible travaillant dans des villes européennes.

Notre but est de faire des suggestions aussi concrètes que possible. Nous vous invitons à lire la boîte à outils comme l'expertise commune de collègues d'autres villes et d'en tirer ce qui vous semble utile pour votre ville.

La réalisation de cette Boîte à Outils n'aurait pas été possible sans le soutien des villes et des employés municipaux qui ont partagé leurs expériences et leurs connaissances et qui ont consacré leur temps. ECCAR et les rédacteurs remercient toutes les villes participantes pour leurs contributions et leur hospitalité, en particulier :

Agia Varvara (Grèce)

Athènes (Grèce)

Barcelone (Espagne)

Berlin (Allemagne)

Berne (Suisse)

Bilbao (Espagne)

Bologne (Italie)

Botkyrka (Suède)

Budapest (Hongrie)

Castille-la-Manche (Espagne)

Esch-sur-Alzette (Luxembourg)

Gand (Belgique)

Graz (Autriche)

Madrid (Espagne)

Malmö (Suède)

Nantes (France)

Pecs (Hongrie)

Potsdam (Allemagne)

Rotterdam (Pays-Bas)

Santa Cruz (Espagne)

Seville (Espagne)

Toulouse (France)

Turin (Italie)

Valence (Espagne)

Vienne (Autriche)

Zurich (Suisse)

COMBATTRE LE RACISME ET LE DISCOURS HAINEUX

CONSTRUCTION D'UNE SOCIÉTÉ ANTIRACISTE

POURQUOI EST-CE NECESSAIRE ? 11

FONDEMENTS 12

- **DIALOGUE CITOYEN SUR LA TOLERANCE ET LA COHABITATION RESPECTUEUSE** 12
 - Etape** Formation de l'équipe et choix de sa direction 12
 - Etape** Décision du Conseil municipal sur le processus du dialogue citoyen 13
 - Etape** Mise en place du dialogue citoyen 13
 - Etape** Utilisation d'une variété de canaux 14
 - Etape** Travail de proximité 14
 - Etape** Encourager des engagements individuels 14
 - Etape** Publication d'un accord 14

- **ALLIANCE LOCALE CONTRE LE RACISME ET L'EXTREMISME DE DROITE** 18
 - Etape** Fondation du comité de pilotage de l'alliance 18
 - Etape** Ancrage de la coordination dans la structure administrative 19
 - Etape** Calcul du budget 19

MISE EN PRATIQUE 20

- Etape** Développement d'une image de marque et de matériaux promotionnels 20
- Etape** Attraction de membres et d'un comité de soutien 20

- TRAVAIL QUOTIDIEN** 22
 - Coordination des réunions 22
 - Organisation d'activités contre les actions d'extrême-droite dans l'espace public 23
 - Coordination du travail des volontaires 23
 - Relations publiques 23

SUIVI

28

→ FONDS DE PROJET	28
Etape Cellule de coordination	28
Etape Définissez les critères d'éligibilité	28
Etape Formez un comité de pilotage	28
Etape Budget	28
TRANSMISSIBILITÉ	29
FACTEURS CLÉS DE LA RÉUSSITE	29
IMPACT ET RÉSULTATS	30
RESSOURCES ET EXEMPLES	31

COMBATTRE LE RACISME ET LE DISCOURS HAINEUX

CONSTRUCTION D'UNE SOCIÉTÉ ANTIRACISTE

L'objectif principal est la promotion de la cohabitation sur base de valeurs démocratiques telles que la solidarité, la tolérance, la compréhension mutuelle et le respect de la diversité, en tant que contrepoids contre toutes les formes de racisme et de xénophobie. La participation citoyenne active, l'engagement démocratique et la défense de la diversité doivent être promus. Pour cette raison, la mairie travaille avec une multitude d'acteurs (réseaux civils, associations, institutions et particuliers engagés), pour développer et mettre en œuvre des stratégies pour une cohabitation respectueuse et contre l'extrémisme de droite, la xénophobie et les courants antidémocratiques et racistes.

La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CERD) affirme que « ***l'expression « discrimination raciale » vise toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique [...]*** ».

« *Distinction* » signifie la définition d'une personne comme étant différente sur base de sa « race », couleur, ethnicité, descendance, naissance, religion ou langue (s'intéressant aux attributions biologiques et culturelles), justifiant des sentiments d'ayant droit différenciés à un niveau structurel. Le contraire de la distinction est *l'égalité*. L'égalité est censée être un statut ainsi qu'un processus.

« *Exclusion* » signifie le refus de l'accès aux et de la jouissance des droits humains. L'Union européenne a adopté le terme de l'exclusion sociale défini par l'ILO, mais a élargi la définition en mettant en évidence que l'exclusion sociale a lieu quand des gens ne peuvent pas pleinement participer ou contribuer à la société à cause « *du déni de droits politiques, civils, sociaux, économiques et culturels.* » Les définitions indiquent que l'exclusion résulte d'une « *combinaison de problèmes liés tels que le chômage, les bas salaires, l'insuffisance de qualifications, les mauvais logements, la mauvaise santé et les ruptures familiales* ». La participation est la condition préalable pour ainsi que l'objet des droits humains. Le contraire de l'exclusion est l'inclusion.

« *Restriction* » signifie la limitation de la jouissance des droits humains dans la pratique. La contrepartie positive est d'avoir des « chances équitables ».

La « *préférence* » privilégie une personne en raison de la « race », couleur, ethnicité, descendance, naissance, religion ou langue face à une autre personne. Symétriquement, elle défavorise une personne par rapport à une autre. La réponse positive à cet entendement formel est le « traitement équitable ».

Pour cette raison, les politiques qui empêchent la discrimination raciale avec succès doivent contribuer aux quatre contreparties positives des quatre dimensions de la discrimination.

Ainsi, empêcher la discrimination signifie augmenter l'égalité, l'inclusion, l'égalité des chances et/ou le traitement équitable.

→ La création d'un vaste réseau pour le **COMBAT CONTRE LE RACISME ET LE DISCOURS HAINEUX** a pour objectif l'égalité et l'inclusion. Ces objectifs sont poursuivis à travers la prévention et l'élimination de distinctions subjectives, propagées via des idéologies antidémocratiques et racistes.

Un dialogue citoyen sur la **tolérance¹ et la cohabitation respectueuse** est recommandé comme action de départ. L'objectif du dialogue est d'arriver à une décision commune sur les façons de garantir une cohabitation respectueuse. Par le biais de ce dialogue, un consensus large sur la signification de la tolérance et sur ce qui est inacceptable doit être trouvé. Le droit de la libre expression trouve ses limites dans la préservation des droits des autres.

Le consensus sur une compréhension commune de la cohabitation respectueuse, sans extrémisme ou racisme, et le réseau des parties prenantes, né dans le cadre du processus public de consultation, peuvent former la base d'une **Alliance locale contre le racisme et l'extrémisme de droite**. Cette alliance regroupe différents secteurs professionnels, groupes d'âge, attitudes, styles de vie, opinions politiques, origines, etc. Elle est officiellement gérée et coordonnée par la Ville. L'alliance est l'expression d'un engagement fort pour la tolérance et le respect ainsi que d'un refus clair du racisme et de tout courant antidémocratique.

Il est recommandé de créer un **fonds de projet** pour la promotion et le soutien d'un engagement continu au sein de la société civile et pour des idées innovantes en faveur de bons voisinages sans extrémismes de droite, sans racisme et sans violence.

¹ La « tolérance » en tant que base du dialogue citoyen a des raisons historiques dans la ville de référence (décret sur la tolérance). D'autres villes choisiraient possiblement un autre terme.

INFORMATION SUR LE CONTEXTE

Le présent chapitre a été élaboré sur base d'entretiens avec des employés municipaux, des politiciens et des partenaires de projet dans la ville de Potsdam (Allemagne). Des informations supplémentaires ont été mises à disposition par les Villes de Halle/Saale et de Nuremberg (Allemagne). Les résultats des recherches sur le terrain dans le cadre de la coexistence interculturelle à Valence (Espagne) ont également été incorporées.

POURQUOI EST-CE NECESSAIRE ?

- La prévention est plus économique que l'intervention. Un effet essentiel des mesures de prévention est la réduction du harcèlement et de la violence et donc une contribution à la sécurité publique. La Ville s'oppose formellement à la violence et promeut ainsi une amélioration de la sécurité ressentie.
- La politique fait émerger un réseau fort qui promeut et soutient activement la tolérance.
- La politique mutualise le potentiel civil et administratif en faveur de la prévention du racisme et de l'extrémisme de droite. Elle fournit une structure efficace et crée une coopération privée-publique d'égal à égal.
- La Ville montre clairement quelles valeurs elle défend : la liberté, la tolérance et la solidarité.
- La Ville montre une position claire et crée un climat propice aux investissements économiques, elle attire des étudiants et des entreprises.
- La politique encourage la participation citoyenne. Les citoyen(ne)s qui sont faiblement impliqué(e)s dans le processus décisionnel politique sont également adressé(e)s et peuvent s'impliquer. En même temps, les habitants sont mieux informés.
- La politique agit contre la ségrégation, renforce la cohésion sociale et la participation.
- La société civile organise des fêtes de quartier et des manifestations pour expliquer le racisme, le discours haineux et la discrimination. Ces manifestations sont particulièrement appréciées par les habitants.
- Le réseau soutient le travail de la police à travers l'observation, la déclaration et la documentation d'incidents, surtout pendant des démonstrations et des manifestations politiques.
- Les projets stratégiques d'intégration mènent au développement durable d'une culture démocratique et antiraciste. L'aspect innovant permet la création de nouvelles méthodes et permet de s'adresser à différents acteurs et groupes cibles.

LIMITATIONS

Les politiques présentées dans ce chapitre ne peuvent pas entièrement empêcher l'extrémisme et le radicalisme. Elles ne sont pas non plus une garantie contre la progression et la propagation des idéologies d'extrême-droite. Elles peuvent néanmoins éviter que des radicaux s'approprient l'espace public. Dans toutes les villes qui ont contribué à ce chapitre, les mesures ont pu contribuer à la diminution des actes racistes dans l'espace public.

FONDEMENTS

→ DIALOGUE CITOYEN SUR LA TOLERANCE ET LA COHABITATION RESPECTUEUSE²

Le dialogue citoyen sert à développer une compréhension commune de la société hétérogène et des règles pour une cohabitation respectueuse. Le but est de construire des ponts entre les générations, de rapprocher les différents groupes sociétaux dans l'échange et d'arriver ainsi à une position commune, pour la tolérance et contre l'extrémisme. Il est particulièrement important de trouver une définition largement portée sur ce qui est inacceptable, comme notamment le discours haineux, les crimes haineux etc. Un tel dialogue est spécialement recommandable pour les villes dans lesquelles une polarisation par rapport à ce thème a déjà eu lieu.

Acteurs compétents :

- Le maire/ le président communal
- Le responsable du service ou de l'organisation de coordination
- Des conseillers scientifiques
- Des personnes qui soutiennent le processus participatif
- Le commerce local, la chambre de commerce, le secteur de la gastronomie, les associations sportives etc.
- Des experts en marketing, des partenaires média pour élaborer et diffuser les contenus

Activités principales :

- Réalisation du dialogue sur une période de 6 à 12 mois

1

ETAPE Formation de l'équipe et choix de sa direction

Des personnes et organisations qui sont déjà spécialement actives sur le plan social, notamment des représentants des universités, des associations sportives, l'aide aux réfugiés etc., sont invitées pour former l'équipe.

L'équipe a besoin d'une direction qui remplit les fonctions essentielles de la conceptualisation, de la coordination, de l'accompagnement et qui résume des résultats du dialogue. Il est conseillé de choisir une personne renommée qui dispose d'un réseau approprié.

² La « tolérance » en tant que base du dialogue citoyen a des raisons historiques dans la ville de référence (décret sur la tolérance). D'autres villes choisiraient possiblement un autre terme.

Conseil ! Une ville raconte que la nomination d'un professeur universitaire s'est avérée très bénéfique. Tout d'abord, la personne était globalement reconnue et de nombreux étudiants ont été pu être engagés pour soutenir l'initiative par ce biais. Le département média de l'Université a également rejoint le comité de soutien et finalement, le réseau des étudiants a été avantageux pour la portée du processus de dialogue.

Comment motiver les membres à participer ?

- Il s'agit d'une bonne opportunité pour s'engager et s'échanger.
- Faire connaissance d'un entourage avec lequel on n'a autrement pas de contact.
- Participer à une communauté et vivre la solidarité.
- Apprendre à mieux connaître sa ville en se rendant dans des quartiers différents et en discutant avec beaucoup de personnes différentes.

2

ETAPE Décision du Conseil municipal sur le processus du dialogue citoyen

Une décision du Conseil municipal, soutenue par tous les partis démocratiques, est une condition indispensable pour une implémentation réussie.

Le soutien du maire est particulièrement important pour donner la priorité nécessaire au projet.

Les partis politiques doivent être impliqués dans le processus. Même si leur rôle ne devrait pas être trop éminent, leur implication évite qu'ils travaillent contre le projet. La même chose vaut pour l'administration.

3

ETAPE Mise en place du dialogue citoyen

Questions pour le dialogue :

Que signifie la tolérance pour la cohabitation dans notre ville ? Quels problèmes se posent au niveau de la cohabitation quotidienne ? Quels sont les besoins d'action ? Comment voulons-nous vivre ensemble ? Comment voulons-nous nous traiter les uns les autres ? Quels sont les points communs et les différences entre différents quartiers et leurs habitants ? Comment pouvons-nous jeter des ponts ? Est-ce que nous sommes une ville unie ou est-ce que les différences sociales créent une fragmentation ? Quelles sont les relations entre les « anciens » et les « nouveaux » habitants ? Quelles sont les relations entre les générations ? Qu'est-ce que cela signifie d'être jeune dans la ville ? Qu'est-ce que cela signifie d'être retraité dans la ville ? Que souhaitons-nous pour notre ville ?

Conseil ! Il est impossible d'atteindre tous les habitants. Néanmoins, cela vaut la peine d'approcher autant des gens que possible dans tous les quartiers et de tous groupes sociétaux.

4

ETAPE Utilisation d'une variété de canaux

Canaux de communication recommandés :

Forum Internet : un propre forum Internet invite tous les habitants à discuter des questions et problèmes communaux et à faire des propositions pour une cohabitation respectueuse. Une collecte de signatures en ligne pour une ville ouverte et tolérante envoie un signal clair en vue de l'obtention du soutien de la population contre la tolérance, le racisme et la xénophobie.

Cartes postales : des cartes postales peuvent être envoyées à tous les ménages. Ainsi, il est facile de répondre aux questions et de les retourner sans frais d'affranchissement. Les cartes postales peuvent être exposées partout, notamment à des stands d'informations, dans des salles d'attente, dans l'espace public.

Tableaux de discussion : Des tableaux reprenant les questions susmentionnées sont posés dans l'espace public. Les passants peuvent y noter leurs réponses. Un portrait publiquement visible de la compréhension de la tolérance, du respect et de la solidarité est dressé. Les écoles, entreprises et autres structures très fréquentées peuvent être sollicitées pour installer les tableaux de discussion. Pendant la nuit, des riverains et commerçants devraient enfermer les tableaux pour éviter le vandalisme.

5

ETAPE Travail de proximité

Allez dans les écoles, entreprises, hôpitaux etc. pour encourager le dialogue. Soutenez des entreprises, associations et autres structures dans le cadre de l'organisation de tables-rondes. Allez dans tous les quartiers et lotissements. Cherchez des partenaires sur place, utilisez les structures existantes comme les maisons de quartier, les associations etc. Organisez des réunions de voisinage et, à travers ces mesures, créez un cadre pour le dialogue citoyen.

6

ETAPE Encourager des engagements individuels

Invitez des institutions connues (associations, théâtre, entreprises etc.) à s'engager à contribuer à la ville tolérante et à publier cet engagement. Cela peuvent être des schémas ou des mesures déjà implémentés ou planifiés pour un avenir proche.

7

ETAPE Publication d'un accord

Tous les avis sont collectés, résumés et condensés en tant que principes d'une ville tolérante. L'ordre se fait en fonction de la fréquence, les énonciations non tolérables sont exclues.

Le résultat est publié sous forme de document. Tout le monde peut exprimer son accord sur ce document, il s'agit d'une sorte de « pacte social » sur la tolérance et le respect. Le document doit évidemment être bien préparé.

RISQUES, DÉFIS**MESURES POUR RÉDUIRE LES RISQUES**

Comment motiver suffisamment de personnes à la participation ?

Le maire doit soutenir le processus pour donner la priorité nécessaire au dialogue public.

Les discussions sur le racisme sont réduites à la crise de la migration et à la situation des réfugiés.

Clarifiez que le racisme et les actes racistes ont été amplifiés par cette situation. Impliquez les réfugiés en tant que groupe cible dans le dialogue. Évitez de traiter ce thème séparément mais intégrez-le dans d'autres domaines. Mettez le focus sur des thèmes comme le logement, l'éducation, le sport etc. et non pas sur des groupes cibles spécifiques.

Comment atteindre des personnes et groupes vulnérables ?

Les entretiens en face à face sont très importants. Allez à la rencontre des gens dans les quartiers excentrés et dans les zones sensibles et cherchez le contact avec les associations locales, organisez des manifestations communes. Approchez les gens activement.

Comment atteindre les jeunes ?

Allez dans les écoles, organisez notamment un projet de théâtre ou des projets similaires. Restez en contact avec les écoles et les enseignants.

Comment atteindre les personnes qui ne participent pas aux manifestations ?

La collaboration avec les petites associations locales dans les différents quartiers est importante. Éliminez les obstacles aux manifestations, par exemple en organisant la garde des enfants, en offrant à manger et à boire, cherchez des lieux où les gens peuvent se rendre facilement.

RISQUES, DÉFIS

MESURES POUR RÉDUIRE LES RISQUES

L'intérêt diminue au fil du temps, le projet est à l'arrêt.

Tenez-vous au courant des actualités liées à ces thèmes, trouvez des sujets actuels pour maintenir l'intérêt. Le dialogue doit être présenté comme un processus et non pas comme une manifestation ponctuelle.
Veillez à ne pas organiser trop de manifestations en même temps. .

Certains groupes refusent l'expression d'opinion à d'autres (les personnes « de gauche » ne permettent pas des opinions « de droite » et vice-versa).

Attirez l'attention sur le fait que les gens peuvent formuler des protestations (poster, déclaration etc.) mais qu'ils ne peuvent pas empêcher les autres d'exprimer leur opinion.

Le processus du dialogue n'est pas assez connu au niveau de la population.

Impliquez autant d'acteurs que possible et utilisez leurs canaux de communication et réseaux. Organisez un événement d'ouverture médiatique.
Utilisez des moyens d'information « alternatifs » pour atteindre également ceux qui ne consomment pas les médias classiques. Informez à travers les centres de voisinage et les associations et en ligne.

Comment gérer des commentaires fascistes et racistes sur les tableaux ?

Indiquez clairement où est la limite de la tolérance. La liberté d'expression arrive à ses limites dès qu'elle porte atteinte aux droits d'autrui. Un positionnement clair des partis politiques est désirable.

RISQUES, DÉFIS**MESURES POUR RÉDUIRE LES RISQUES**

Comment peut-on éviter le vandalisme ?

Demandez aux commerçants d'enfermer les tableaux le soir. Les tagueurs peuvent éventuellement être impliqués de façon constructive (et créative).

Les médias discréditent le dialogue.

Des personnalités notables et le soutien de la politique locale sont une bonne contre-stratégie.

Les partis politiques se servent du dialogue pour communiquer leurs programmes politiques.

La décision politique sur le dialogue doit définir clairement quels contenus peuvent être traités. Les partis doivent s'y tenir.

Des dérapages ont lieu lors de débats émotionnels, de dysfonctionnements ou de grandes manifestations.

La police devrait être impliquée dans l'organisation des grandes manifestations. Informez les participants avant la manifestation. Le maire ou des politiciens de haut rang devraient idéalement être présents, quelqu'un qui est respecté et qui peut calmer la situation de façon concluante.

Que faire des quartiers stigmatisés ?

Promouvez des initiatives créatives. Les résultats peuvent être présentés à toute la ville.

→ ALLIANCE LOCALE CONTRE LE RACISME ET L'EXTREMISME DE DROITE

L'objectif est de créer un réseau pour soutenir la démocratie locale et la tolérance, sur base d'une compréhension commune de la cohabitation respectueuse et d'un positionnement actif contre le racisme et l'extrémisme de droite. Dans ce cadre, il est important de placer les activités existantes sous une devise commune pour renforcer la notoriété des projets individuels et lancer l'échange. Un réseau actif permet également des réactions à court terme et une coordination rapide en cas d'urgence.

Acteurs compétents :

- Le maire / le président communal
- La mairie
- Les partis politiques
- La police
- Un large éventail d'acteurs locaux (entreprises, associations, organisations civiles, communautés religieuses, médias, acteurs culturels etc.)
- Les habitants

Activités principales :

- Travail en réseau pour créer une alliance large
- Coordination des activités contre l'extrémisme de droite et le racisme
- Organisation de contre-démonstrations et d'événements publics contre les courants anti-démocratiques
- Sensibilisation
- Présence publique pour montrer l'engagement municipal contre le racisme et l'extrémisme de droite
- Déclarations publiques.

8

ETAPE Fondation du comité de pilotage de l'Alliance

Le comité de pilotage devrait être dirigé par le maire, le/la président(e) communal(e). Tous les partis du conseil municipal ainsi que les responsables des départements municipaux devraient être représentés au comité de pilotage. Les organisations civiles et la police sont d'autres participants importants. La coordination des activités devrait être déléguée à une cellule administrative qui travaille étroitement avec le bureau du maire.

Conseil ! S'il existe déjà un groupe de travail/un comité qui travaille sur le thème de l'antiracisme dans votre ville (p.ex. un comité en charge de la mise en œuvre du Plan en 10 points de l'ECCAR, de l'intégration ou d'un plan d'action local), servez-vous de cette structure.

9

ETAPE Ancrage de la coordination dans la structure administrative

Une cellule administrative qui travaille en collaboration étroite avec le bureau du maire est la plus adaptée pour se charger de la coordination. Il est recommandé d'implanter la coordination le plus hautement possible dans la hiérarchie administrative. Autrement, la bureaucratie bloque la capacité de réagir rapidement (p.ex. dans le cas de l'annonce à la dernière minute d'une démonstration d'extrême-droite).

Conseil ! En cas d'impossibilité d'ancrer la coordination hautement dans la hiérarchie, essayez de créer un « lien direct » avec le maire. Argumentez activement pour une implication efficace au sein de la mairie.

Les coordinateurs :

Deux postes à temps plein sont recommandés pour la coordination de l'alliance. Premièrement, une permanence au bureau de coordination doit être garantie. Deuxièmement, la capacité de gérer la charge de travail serait autrement restreinte. Si les missions ne sont pas accomplies avec une capacité adaptée, le soutien et l'engagement diminuent rapidement (p.ex. si quelqu'un veut signaler un gribouillage extrémiste et personne ne répond au téléphone).

Profils des coordinateurs :

- Bonne connaissance de la ville, de la politique et de la mairie ainsi que des acteurs locaux,
- Bonne implication dans les réseaux communaux,
- Expériences en organisation d'événements publics et politiques, flexibilité,
- Expériences en gestion du public et en traitement de demandes, suggestions et besoins, mais aussi de critiques, capacité d'impliquer la population sous forme de participation active,
- Expérience et capacités en relations publiques et relations médias.

10

ETAPE Calcul du budget

Personnel: deux postes à temps plein pour une ville de 160.000 habitants.

Matériel: matériel de promotion tels que des badges, des autocollants, des ballons, des écharpes, des brochures etc. et les coûts des manifestations en fonction des prix de marché locaux.

Infrastructures: Bureau de coordination

MISE EN PRATIQUE

11

ETAPE Développement d'une image de marque et de matériaux promotionnels

La présence publique et la visibilité sont importantes. Des stands d'information à des manifestations sont des outils simples et efficaces pour atteindre les gens. Les médias sociaux deviennent de plus en plus indispensables. Un bon degré de reconnaissance est atteint avec un logo pertinent. Des articles promotionnels tels que des écharpes, des badges, des autocollants etc. créent une sorte de marque. Tous les membres devraient distribuer ces matériaux, comme dans le cadre de campagnes de promotion.

12

ETAPE Attraction de membres et d'un comité de soutien

Une diversité de membres est nécessaire pour soutenir l'idée démocratique d'une alliance contre l'extrémisme de droite. Autrement, l'alliance serait perçue comme une action de la mairie ou d'un parti politique spécifique. L'adhésion et le soutien de différents acteurs tels que des associations sportives, des communautés religieuses, des ONG, des associations étudiantes etc. renforcent la crédibilité de l'initiative globale.

L'adhésion devrait être ouverte à tout le monde. La seule condition est une déclaration d'obligation de soutenir activement et personnellement les principes de la Ville en matière d'égalité et d'anti-discrimination. Dans ce contexte, un plan d'action, une déclaration de la Ville ou une autre base juridique peuvent être cités. Une fonction importante de cette déclaration est d'empêcher l'adhésion des personnes ou groupements de droite tout en restant ouvert à tous.

RISQUES, DÉFIS**MESURES POUR RÉDUIRE LES RISQUES**

Comment acquérir une large diversité de membres?

Un travail extensif au niveau des relations publiques, campagnes d'information, démonstrations et réunions, contre-démonstrations aux démonstrations de droite, présence à des manifestations, utilisation des canaux de communication municipaux. Il est important d'approcher des personnes en dehors des réseaux habituels pour communiquer sur la nouveauté et l'unicité.

Une image de marque et du matériel promotionnel renforcent l'identification et la visibilité publique.

Des coordinateurs bien interconnectés se servent d'une multitude de réseaux pour propager l'idée et ainsi attirer l'attention et faire du lobbying.

Des membres connus et crédibles donnent de la visibilité et de la notoriété. Une entreprise renommée, un club de football, une caisse de pension etc. sont des éléments de soutien moteurs.

Cela permet également de communiquer clairement qu'il ne s'agit pas d'une préoccupation d'un parti politique en particulier mais d'un enjeu sociétal et interpartis.

La coopération permanente et l'interconnexion au sein de l'administration sont des critères essentiels du succès. La collaboration avec d'autres mouvements contre l'extrémisme de droite est aussi importante.

La gauche ou les organisations civiles ne font pas confiance à la mairie.

Tenez vos promesses ! Essayez de trouver des « jeteurs de ponts ». Si le projet a du succès, le problème se résout tout seul car le succès génère la confiance nécessaire.

TRAVAIL QUOTIDIEN

COORDINATION DES RÉUNIONS

L'alliance doit organiser des réunions régulières avec tous les membres. Des assemblées générales trimestrielles sont recommandées. Des assemblées extraordinaires sont nécessaires en cas de raisons spéciales, notamment quand une démonstration d'extrême-droite a été annoncée, quand des logements d'urgence pour réfugiés sont nécessaires ou encore quand un débat public à caractère raciste surgit.

Chaque membre devrait pouvoir ajouter une question ou un thème à l'ordre du jour.

Si un département spécifique de la mairie est concerné par l'objet de la réunion, la personne responsable devrait y être invitée. Dans cette optique, il est avantageux d'inscrire l'alliance dans le cadre d'un projet existant de la Ville, par exemple le Plan d'action en 10 points de l'ECCAR, afin d'avoir une motivation formelle pour échanger avec les personnes responsables de la mairie ou formuler des recommandations.

En cas de besoin d'informations spéciales, des experts peuvent être sollicités. L'alliance pourrait éventuellement aussi chercher à collaborer avec des collectivités territoriales ou un bureau de protection de la constitution pour être informée des tendances en matière d'extrémisme.

L'alliance dans la ville de référence compte environ 60 membres dont deux tiers participent régulièrement aux réunions. Les réunions extraordinaires durent environ deux heures et sont fréquentées par environ 20 membres.

Animation des réunions : la diversité des membres apporte une diversité des thèmes. Le modérateur/la modératrice doit veiller à l'objectivité et identifier le moindre dénominateur commun entre les membres. Le but est de trouver à chaque fois la position la plus forte dans la lutte contre le racisme et l'extrémisme.

Groupes de travail : Formez des groupes de travail, notamment pour élaborer des avis publics. Il est recommandé de former des groupes de travail en fonction du thème et de les dissoudre après l'accomplissement de leur mission.

ORGANISATION D'ACTIVITÉS CONTRE LES ACTIONS D'EXTRÊME-DROITE DANS L'ESPACE PUBLIC

Organisez une fête annuelle pour la tolérance et la diversité / contre l'extrême-droite. Ces fêtes sont très populaires et augmentent la visibilité de l'alliance. Ses objectifs gagnent ainsi en notoriété et le soutien par la population est renforcé. Pour impliquer toute la ville, les fêtes sont à chaque fois organisées dans d'autres quartiers.

Réagissez à des gribouillages d'extrême-droite et aux matériaux promotionnels de droite tels que des autocollants etc. dans l'espace public. Encouragez les citoyennes et citoyens à déclarer ces incidents auprès de l'alliance. Développez des structures et des procédures pour enlever des gribouillages etc. dans l'espace public le plus rapidement possible.

■ **Conseil !** Quand ce n'est pas possible, travaillez avec des tagueurs pour transformer les gribouillages en tags qui prouvent la tolérance.

Organisez des contre-démonstrations contre des rassemblements de droite. Organisez des réunions d'urgence pour décider du parcours. Préparez des articles promotionnels comme des ballons, des écharpes etc., qui sont distribués parmi les participants à la contre-démonstration. La participation du maire ou de politiciens de haut rang est efficace.

Une bonne coopération avec la police locale est particulièrement importante dans ce contexte. Il est avantageux d'avoir une personne de contact à la police. Ceci est aussi une raison pour l'implication de la police dans le comité de pilotage de l'alliance (voir ci-dessus).

■ **Conseil !** Essayez de motiver des personnalités connues à la participation.

COORDINATION DU TRAVAIL DES VOLONTAIRES

L'alliance peut coordonner le travail et le soutien volontaires. Cela est particulièrement important pour mobiliser du soutien à court terme.

RELATIONS PUBLIQUES

Les relations publiques englobent des prises de position, des contributions médiatiques, des campagnes, la préparation et la promotion d'événements. La présence dans les médias sociaux est indispensable pour atteindre un public large et surtout la jeunesse. Une coopération étroite avec les relations publiques officielles de la Ville est recommandée.

RISQUES, DÉFIS

MESURES POUR RÉDUIRE LES RISQUES

Dépendance de la météo pour les événements dans l'espace public.

Investissez dans un pavillon mobile et résistant aux intempéries pour servir de stand d'information.

Des changements au niveau du personnel et des responsabilités affectent les coopérations existantes.

Le travail de réseau doit continuellement être fait. Préparez-vous pour la « gestion du changement ».
Le mieux le réseau est ancré, le plus facilement vous trouverez des personnes qui peuvent et veulent se charger de nouvelles missions.

Des attentes irréalistes du côté des membres. Certaines personnes attendent des actions ou des succès qui ne sont pas faisables sous les conditions données et avec les moyens à disposition.

Clarifiez dès le départ quels objectifs sont réalisables et quelles limitations doivent être prises en compte.

Fausse information dans les médias.

Investissez dans de bons communiqués de presse et coopérez avec le bureau des relations publiques de la Ville.

Les membres engagés sont également actifs dans le cadre d'autres initiatives. Les ressources en temps sont limitées, les gens sont débordés.

Motivez également des personnes moins engagées à s'impliquer davantage pour ne pas dépendre d'un nombre très réduit de personnes et pour soulager les membres engagés.

Conflits d'intérêt, notamment entre des membres politiquement actifs.

Promouvez la solidarité politique dans le cadre de la lutte contre le racisme et l'extrémisme en tant que point focal du travail de l'alliance.

RISQUES, DÉFIS

En raison de directives politiques, juridiques ou administratives, l'action requise n'est pas réalisable à l'immédiat. Un tag ne peut par exemple être réalisé qu'après obtention de l'accord du propriétaire de l'immeuble en question.

MESURES POUR RÉDUIRE LES RISQUES

Il s'agit de trouver la structure appropriée: les structures civiles ont généralement moins de règles à respecter que l'administration publique, par contre, l'autorité locale a l'avantage de pouvoir mettre en pratique des actions qui ne sont pas possibles pour une ONG. Pour cette raison, une collaboration adéquate entre l'administration, la société civile et d'autres acteurs est importante. Trouvez aussi des accords de coopération informels, des accords verbaux.

Un nombre trop élevé de participants gêne la productivité des réunions.

Une bonne préparation est essentielle. Respectez l'ordre du jour et veillez à une présidence professionnelle.

SUIVI

Une large participation et implication des acteurs, entreprises, universités, associations sportives, écoles, communautés religieuses etc. qui sont bien ancrés dans la ville sont la clé de la réussite de l'alliance et garantissent la durabilité. Plus la diversité des membres est grande, plus l'intérêt d'autres acteurs est suscité pour rejoindre l'alliance, étant donné que les réunions offrent également une plateforme pour d'autres opportunités d'interconnexion.

La durabilité et la continuité de l'alliance dépendent aussi fortement du soutien politique et particulièrement de celui du maire. Il est important de faire de l'action contre l'extrémisme et le racisme une priorité pour toute la ville.

Après la finalisation du dialogue citoyen (voir 1re partie), approchez les personnes et institutions particulièrement engagées pour discuter de la possibilité de créer une alliance afin de maintenir et faire perdurer le réseau établi lors du dialogue. Les mesures et initiatives suggérées dans le cadre du dialogue peuvent servir de point de départ pour un travail commun entre une union civile et l'alliance dirigée par la mairie.

L'union civile est la partie « bottom-up » de l'alliance dirigée par la Ville. L'avantage de la structure duale est que les possibilités peuvent mieux être utilisées. La partie civile peut agir à bas seuil et atteindre des gens qui sont difficilement atteints via les canaux officiels. De plus, l'union civile est financée par des fonds publics et des dons privés.

Ensemble, elles organisent des manifestations, des contre-démonstrations et d'autres activités contre l'extrémisme de droite et le racisme. L'union gagne en notoriété dans la ville à travers des manifestations et des publications et forme un réseau important pour la vie citadine. A l'aide de cette structure, des dialogues citoyens peuvent facilement être répétés autour de thèmes spécifiques et la participation citoyenne peut être mise en pratique (p.ex. dans le cadre de l'aménagement de places publiques).

RISQUES, DÉFIS

MESURES POUR RÉDUIRE LES RISQUES

Les membres ou le comité de soutien se fatiguent.

Les gens ont tendance à rester actifs au sein des unions s'ils connaissent les autres personnellement et s'ils aiment les rencontrer. L'union profite de la diversité de ses membres. Les réunions sont une bonne opportunité pour connaître de nouvelles perspectives par rapport à différents domaines professionnels et styles de vie, sans pour autant devoir développer des liens plus étroits.

Cherchez des moyens pour impliquer des employés des participants, afin de pouvoir organiser des réunions pendant les heures de travail.

Le dialogue citoyen et ses résultats tombent dans l'oubli.

Les résultats et accords doivent être disponibles sous forme d'une publication. Ce document devrait être cité le plus souvent possible, par les politiciens et lors des manifestations.

Participation insuffisante.

Efforts permanents pour acquérir des membres, démarchage actif de membres potentiels.

Traiter des discussions et thèmes actuels comme par exemple les ressentiments accrus envers les demandeurs d'asile.

Les centres de jeunes, les professeurs et étudiants, les écoles et surtout les associations sportives sont des partenaires importants pour le travail de proximité.

→ FONDS DE PROJET

13

ETAPE Cellule de coordination

Une cellule de coordination est installée à la mairie.

Missions :

- Soutien et coordination du comité de pilotage
- Soutien et consultance dans le cadre des projets

14

ETAPE Définissez les critères d'éligibilité

Définissez les critères pour le financement de projets. Ne fixez pas de critères trop formels et acceptez également des demandes qui ne sont pas parfaites, notamment sur le plan linguistique, pour arriver à la plus grande ampleur possible de projets.

Critères recommandés :

Initiatives qui promeuvent la démocratie et la tolérance et qui luttent contre les courants d'extrême-droite, xénophobes et racistes.

- Jeunesse : encouragement de l'engagement démocratique au sein et à l'extérieur de l'école et mettant le focus sur les jeunes et leur environnement social ; renforcement de la capacité de s'organiser de façon autonome par rapport à ce thème.
- Citoyenneté active : renforcement de l'engagement civil ; développement d'une culture d'accueil ; développement d'une culture de soutien mutuel et reconnaissance du travail volontaire contre les courants anti-démocratiques. Promotion de l'interconnexion dans le cadre de la prévention de l'extrémisme et promotion des actions publiques contre l'extrémisme de droite et le racisme.
- Projets centraux : développement et mise en œuvre de projets centraux pour la résolution de problèmes et conflits spécifiques dans la ville.

15

ETAPE Formez un comité de pilotage

Le comité de pilotage prend les décisions relatives aux subventionnements. Ses membres sont désignés par la Ville et il se compose de représentants de différentes organisations.

Elaborez un règlement qui définit les critères et processus décisionnels.

16

ETAPE Budget

Dans une ville de 240.000 habitants, un budget global de 500.000 a permis la mise en œuvre de 26 projets étoffés et 46 microprojets, sur une période de trois ans.

TRANSMISSIBILITÉ

Le dialogue citoyen et l'alliance locale sont facilement transmissibles à des petites et moyennes villes. Ils reposent essentiellement sur le renforcement de la solidarité et des réseaux personnels. Dans des villes plus petites, cela est probablement plus facile car les gens se connaissent mieux. Dans les grandes villes, les politiques présentées peuvent être implémentées au niveau des quartiers et coordonnées par une politique globale pour l'ensemble de la ville.

FACTEURS DE LA RÉUSSITE

- La volonté politique du maire pour un positionnement fort contre l'extrémisme de droite et le racisme.
- Soutien et accord de principe de tous les partis démocratiques.
- Coordination des activités, idées et initiatives civiles par une cellule administrative qui est proche du maire et qui est suffisamment financée et soutenue.
- Participation d'acteurs de différents univers politiques, sociaux et professionnels, qui ont le refus du racisme, de la xénophobie et de l'extrémisme en commun. Les acteurs suivants sont considérés comme étant particulièrement importants :
 - Commerçants
 - Associations sportives (surtout les clubs de foot)
 - Experts en marketing et médias
- Une équipe centrale stable et responsable ainsi qu'une fluctuation limitée au niveau des partenaires du réseau.
- Capacité des membres et coordinateurs de se mettre d'accord sur le plus petit dénominateur commun – le refus du racisme sous toutes ses formes – et de mettre d'autres thèmes à l'arrière-plan.
- La combinaison d'initiatives « top-down » et d'activités « bottom-up », des organisations civiles fortes qui font avancer les démarches.
- Une déclaration de principe obligeante qui résume le dialogue citoyen.

→ Facteurs de la réussite
Impact et résultats

- Travail de proximité pour encourager la participation au dialogue citoyen.
- Des coordinateurs expérimentés qui animent et coordonnent le processus et en assurent la continuité.
- Présence publique des thèmes et des structures.

IMPACT ET RÉSULTATS

- Nombre de participants aux manifestations afférentes
- Nombre de membres du réseau
- Nombre de personnes impliquées dans le dialogue citoyen
- Diminution des incidents racistes et extrémistes et augmentation du taux de déclaration des incidents
- Permanence et fréquence d'activités, discussions, manifestations, projets artistiques, campagnes etc.
- Nombre des partenariats créés pendant le cycle de projet
- Disponibilité des réseaux en cas de nouveaux défis (p.ex. arrivée d'un grand nombre de réfugiés)
- Nombre stable ou croissant des membres
- Nombre et qualité des projets financés via le fonds de projet.

RESSOURCES ET EXEMPLES

Graz (AT) : Monitoring des campagnes électorales

La Ville de Graz mandate sa commission consultative des droits humains pour observer les campagnes électorales et créer un baromètre des droits humains. Cette mesure fait partie du Plan d'action en 10 points contre le racisme de la Ville de Graz.

<http://www.wahlkampfbarometer-graz.at/cms/index.php?id=2>

Halle (DE) : HALLIANZ für Vielfalt (HALLIANZ pour la diversité, en allemand)

<http://www.halle.de/de/Verwaltung/Lebenslagen/Zivilcourage/Hallianz-fuer-Vielfalt/>

Potsdam (DE) : Potsdam annonce la couleur; Décret sur la tolérance de Potsdam

Une vaste union de nombreuses structures civiles différentes, avec l'objectif de lancer un grand débat public sur les courants inhumains et antidémocratiques. L'union est également responsable du monitoring du plan d'action contre le racisme de la Ville de Potsdam.

www.potsdam-bekannt-farbe.de; www.potsdamer-toleranzedikt.de

Valencia (ES) : Plan nord-sud (en espagnol)

[http://www.valencia.es/ayuntamiento/bienestarsocial.nsf/0/E9715CA817803DE4C125755C0044EA39/\\$FILE/PLAN%20NORTE-SUR%202009-20013%20definitivo.pdf?OpenElement&lang=1](http://www.valencia.es/ayuntamiento/bienestarsocial.nsf/0/E9715CA817803DE4C125755C0044EA39/$FILE/PLAN%20NORTE-SUR%202009-20013%20definitivo.pdf?OpenElement&lang=1)

<http://www.valencia.es/ayuntamiento/bienestarsocial.nsf/vDocumentosTituloAux/936FEE90107C6235C125755C0045E2AE?OpenDocument&bdOrigen=ayuntamiento%2Fbienestarsocial.nsf>

Commune Montesilvano/Pescara (IT) : Panneaux avec la mention « ville antiraciste »

